

15 JUNE 2018 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le Président du Conseil, Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux donc d'avoir accueilli aujourd'hui le président du Conseil italien, cher Giuseppe, pour un déjeuner de travail qui a permis de prolonger les échanges que nous avons pu avoir ces dernières semaines à plusieurs reprises par téléphone et physiquement il y a quelques jours lors du G7 que nous avons partagé au Canada.

Ces échanges ont permis de dresser des convergences de vues sur les nombreux dossiers pour lesquels une coopération entre nos pays est indispensable et essentiellement notre discussion a porté sur deux sujets : les migrations et la zone euro. Pour moi, ces deux sujets sont d'ailleurs, en ce qui nous concerne, à placer dans une situation comparable : ils sont un test pour l'Europe dans laquelle nous croyons et un test pour nos pays. Sur ces deux sujets, l'Europe a manqué ces dernières années d'efficacité et de solidarité. J'appelle de mes vœux d'ailleurs sur chacun d'entre eux, depuis plusieurs mois, une réforme en profondeur qui seule permettra de relever les défis qui sont les nôtres. Et je crois que le temps est venu. Les situations que nous avons vécues encore ces derniers jours sur le sujet migratoire l'ont montré : notre organisation collective n'est pas la bonne et nous ne savons répondre au défi qui est aujourd'hui le nôtre.

Sur le premier sujet qui est donc celui des migrations, il y a d'abord, lorsque l'on parle de ce sujet, nous devons nous en souvenir, des drames humains, des vies humaines, des situations individuelles, des trajectoires profondément subies qui se jouent et nous ne devons jamais perdre de vue le devoir collectif qui est le nôtre. Je n'oublie pas aussi sur ce sujet ce que l'Italie a eu à subir depuis 2015, avec des arrivées massives, en 2015 et 2016, en particulier venant des côtes d'Afrique du Nord et de cette voie centrale de Méditerranée. Et je veux ici aussi rappeler la réalité des sujets parce que j'ai entendu beaucoup de contrevérités sur les chiffres et la réalité de ce que nous avons à vivre. L'Italie a eu à subir beaucoup d'arrivées directes, mais par un travail extrêmement important, ces arrivées se sont réduites et le premier semestre de l'année 2018 a été marqué par une baisse de 77% des arrivées venant d'Afrique du Nord et en particulier de Libye. Et la France elle-même n'est pas un pays qui tire profit du système collectif européen et en particulier de ce qu'on appelle les règles de Dublin puisque nous sommes un pays vers lequel de plus en plus de femmes et d'hommes arrivant que ce soit par les routes de l'Ouest, du Centre ou de l'Est viennent. Et là-dessus, je veux ici rappeler les chiffres : si l'Italie, durant les quatre premiers mois de l'année 2018, a eu 18.000 demandes d'asile, la France en a eu 26.000. La France en a eu quasiment 100.000 l'année dernière et l'Italie 129.000. Et donc beaucoup de gens font des erreurs en confondant tous les chiffres mais nous sommes aussi un pays de demandes d'asile d'arrivées parce que nous sommes un pays, non pas d'arrivées premières, ce qui est le grand défi de l'Italie pour en particulier les voies méditerranéennes mais un pays vers lequel des femmes et des hommes qui ont pu essuyer un premier refus ou un premier enregistrement dans un autre pays de Schengen, viennent pour demander à nouveau l'asile.

Et donc la France comme l'Italie ont aujourd'hui à gérer cette crise migratoire. Et nous avons à apporter des réponses ensemble et je crois que toute notre discussion a permis d'abord d'illustrer cette responsabilité commune et cette volonté commune de faire ; cette volonté d'avoir tout à la fois plus d'humanité et d'efficacité dans le traitement de ce sujet et d'avoir ensemble une approche coopérative et de prôner des solutions européennes. Je crois très profondément que sur ce sujet, il ne saurait y avoir une réponse nationale ; la bonne réponse est européenne mais la réponse européenne actuelle n'est pas adaptée et la solidarité européenne actuelle, en particulier ces dernières années à l'égard de l'Italie, n'a pas été au rendez-vous.

Aussi sur ce sujet avons-nous décidé d'avancer sur plusieurs voies : la première, de renforcer le travail partenarial que nous pourrions faire avec plusieurs autres États membres à l'égard des autres pays de la Méditerranée et en particulier de la rive sud de la Méditerranée. Nous avons commencé un travail ces dernières années de coopération, de formation, de développement, il nous faut le poursuivre et l'intensifier, y compris en prenant des initiatives nouvelles et notre souhait est de pouvoir ensemble commencer un travail qui doit d'ailleurs associer l'Espagne, également l'Allemagne et j'aurai à échanger avec la Chancelière dans les prochaines heures avant le sommet et le Conseil des ministres franco-allemand de mardi prochain – le président du Conseil CONTE sera lui-même en Allemagne lundi - et donc nous souhaitons avec nos partenaires pouvoir lancer des initiatives concrètes complémentaires qui permettront de mieux prévenir ces flux et d'avoir une vraie réponse humanitaire parce que la réponse humanitaire ne commence pas lorsque des bateaux arrivent dans nos eaux ; elle commence le jour où des femmes et des hommes sont mis dans la situation de devoir prendre la mer et risquer leur vie. Et donc cette coopération doit être encore renforcée, même si nous avons déjà pris plusieurs initiatives en ce sens ces dernières années.

Et à ce titre, nous continuerons aussi notre coopération politique sur des sujets comme la Libye et je veux à nouveau remercier le président du Conseil pour la bonne coopération que nous avons eue politiquement lors de la conférence organisée par Paris et un suivi que nous allons faire ensemble pour que nous puissions organiser des conférences de suivi sur ce sujet extrêmement important.

Notre volonté est aussi que nous puissions avancer ensemble sur – je l'ai proposé il y a quelques mois - une plus grande protection commune de nos frontières, un investissement plus grand de l'Europe sur ce qu'on appelle le dispositif Frontex et une convergence de nos systèmes d'asile. Cette réforme est indispensable si nous voulons véritablement avancer et progresser et elle ne saurait être simplement à la charge des pays d'arrivées premières en Union européenne ; et sur ce sujet, j'ai toujours soutenu la position italienne et ça fait partie des propositions que j'ai pu faire à l'automne dernier.

Enfin, nous souhaitons pouvoir avancer ensemble avec nos partenaires dans les mois qui viennent également, sur une refonte en profondeur du système dit de Dublin, pour pouvoir mieux articuler les règles de responsabilité et de solidarité. Aujourd'hui, le système actuel ne marche pas ; les systèmes de solidarité qui ont à un moment été voulus par quotas, on le voit bien, ne permettent pas d'avoir des résultats satisfaisants ; il nous faut donc trouver des mécanismes adaptés qui permettent la responsabilité de chaque Etat lorsque des ressortissants non Schengen arrivent sur son sol mais qui permettent aussi une solidarité pour que la situation géographique qui est la nôtre ne nous mette pas dans des situations politiques intenable. Et donc sur ce sujet, je crois que nous partageons la volonté aussi de porter pour le Conseil du mois de juin, des initiatives communes et de travailler avec nos partenaires en ce sens.

Nous avons, je l'ai dit, durant l'année qui vient de s'écouler, obtenu des résultats très probants. Nous pouvons améliorer la situation et nous devons l'améliorer et ma conviction est que sur ce sujet des migrations, il nous faut porter sur le plan pratique, sur le plan politique, des initiatives profondes en coopération européenne dans les semaines qui viennent pour véritablement faire face à la crise qui est la nôtre.

C'est aussi une réponse européenne plus forte qui à mes yeux s'impose devant la situation économique de nombre de pays et même si la zone euro se porte mieux aujourd'hui, elle n'a pas réussi à traiter de ses déséquilibres fondamentaux et de ses dysfonctionnements. Nous avons donc avec le président du Conseil, longuement discuté de ce sujet et sur ce point, j'ai rappelé les positions de la France, notre volonté d'aller vers un budget de la zone euro qui permette de renforcer la convergence de celle-ci, l'investissement supplémentaire par la stabilisation en atténuant l'effet des crises économique sur les États les plus fragiles. Le souhait aussi qui est le nôtre d'obtenir très concrètement dans les prochaines semaines un approfondissement de l'union bancaire qui doit permettre de renforcer la stabilité du

marcne bancaire europeen et lui permettre de mieux assurer le financement de l'economie.

Ces sujets seront également au cœur, avec le sujet des migrations et quelques autres, de la rencontre que j'aurai avec Angela MERKEL dans quelques jours et des sujets que nous aurons avec l'Italie, avec l'Allemagne et nos partenaires, à discuter, porter, sur lesquels nous devons prendre des décisions et des orientations structurantes au Conseil de juin prochain.

Nous avons évoqué également d'autres sujets d'intérêt conjoint qui alimentent, animent la relation bilatérale et notre place dans l'Europe ; l'Europe de la défense et l'initiative européenne d'intervention sur laquelle nous souhaitons bâtir une culture stratégique commune ; évidemment les projets que nous avons commencés en matière de fonds européen de la défense et de PESCO, des projets culturels, éducatifs qui lient nos deux pays et un agenda bilatéral qui a et aura encore beaucoup d'actualités.

Voilà, Mesdames et Messieurs, je ne serai pas plus long pour cette déclaration liminaire mais pour vous redire que je souhaite très profondément que dans les prochains jours, les prochaines semaines et les prochains mois, la France et l'Italie travaillent main dans la main, ensemble, pour contribuer à agir et proposer des solutions européennes, tout particulièrement avec leurs partenaires que sont l'Espagne, l'Allemagne et tous les autres États qui souhaiteront s'y joindre et que nous portions des initiatives européennes concrètes afin de répondre à ces deux défis contemporains principaux que sont le sujet des migrations et de la convergence et du développement économique de la zone euro.

Je veux vraiment remercier le président du Conseil CONTE d'être venu à Paris en ce jour ; je sais ce que sont les premiers jours, les premières semaines de prise de fonction et combien elles sont lourdes et je crois que la discussion que nous avons eue, a permis sur beaucoup de sujets d'œuvrer à cette position commune. Je veux qu'il sache qu'en tout cas il a ici un président de la République française qui aime l'Italie et veut réussir avec elle dans une Europe plus forte. Merci et merci cher Giuseppe.